

Compte rendu

Ouvrage recensé :

Le Québec en jeu. Comprendre les grands défis sous la direction de Gérard Daigle avec la collaboration de Guy Rocher, Montréal, Les Presses de l'Université de Montréal, 1992, 811 p.

par Nicole Gagnon

Politique, n° 23, 1993, p. 228-231.

Pour citer ce compte rendu, utiliser l'adresse suivante :

URI: <http://id.erudit.org/iderudit/040757ar>

DOI: 10.7202/040757ar

Note : les règles d'écriture des références bibliographiques peuvent varier selon les différents domaines du savoir.

Ce document est protégé par la loi sur le droit d'auteur. L'utilisation des services d'Érudit (y compris la reproduction) est assujettie à sa politique d'utilisation que vous pouvez consulter à l'URI <https://apropos.erudit.org/fr/usagers/politique-dutilisation/>

Érudit est un consortium interuniversitaire sans but lucratif composé de l'Université de Montréal, l'Université Laval et l'Université du Québec à Montréal. Il a pour mission la promotion et la valorisation de la recherche. Érudit offre des services d'édition numérique de documents scientifiques depuis 1998.

Pour communiquer avec les responsables d'Érudit : info@erudit.org

Le Québec en jeu.

Comprendre les grands défis.

sous la direction de Gérard Daigle avec la collaboration de
Guy Rocher, Montréal, Les Presses de l'Université de
Montréal, 1992, 811 p.

Gérard Daigle présente sa brique comme les *Essais sur le Québec contemporain* des années quatre-vingt-dix, feignant d'ignorer que la place était déjà occupée par *La société québécoise après 30 ans de changements*, publié par l'I.Q.R.C. en 1990. Dans ce cas-ci comme dans l'ouvrage *princeps*, il s'agissait des actes d'un colloque anniversaire (centenaire de l'Université Laval en 1952, dix ans de l'I.Q.R.C. en 1989) et dont le maître d'œuvre était la figure de proue de la sociologie du temps : Jean-Charles Falardeau, Fernand Dumont. Le présent recueil est pour sa part le résultat de commandites *ad hoc*; soucieux de le positionner, Daigle a eu l'heureuse idée de le placer sous le patronage de Guy Rocher.

La sociologie de Laval est à toutes fins pratiques absente des «Essais...de Rocher», l'ubiquiste Simon Langlois y représentant au premier chef l'I.Q.R.C., où il dirige un vaste projet de recherche. La science politique lavalienne domine par contre ici, avec quatre textes, tandis que l'UQAM et l'U. de M. fournissent à part équivalente les travaux d'origine sociologique. Quoiqu'en position de rivalité, je reconnais une certaine pertinence à l'entreprise de Daigle. Celui-ci est

professeur au cégep de Trois-Rivières; son «ouvrage de référence» répondrait-il d'abord à une visée didactique ?

Le colloque de l'I.Q.R.C. cherchait déjà à «comprendre les grands défis». Tout comme en 1952, on y a largement fait appel aux journalistes ou gens d'action, alors que Daigle se limite aux travaux d'universitaires. C'est Lorraine Pagé, par exemple, qui nous parlait des défis actuels du mouvement syndical, thème abordé ici sous l'angle des transformations historiques par un doctorant de l'UQAM. Contre l'éparpillement de la recherche spécialisée, Dumont tentait de renouveler la problématique d'ensemble. Il coiffait son recueil d'une réflexion sur «notre faculté de lecture» de la société, intitulée «Quelle révolution tranquille ?». L'autre s'en remet au regroupement de travaux «de plusieurs des meilleurs spécialistes» pour qu'en ressorte «la vision globale d'une société», et il confie la Révolution tranquille à un politologue (Réjean Pelletier), qui la ramène à «l'ajustement de l'État à de nouvelles réalités» socio-économiques — niveau d'intelligibilité qui laisse intacte la question de Dumont.

Les textes du colloque sont généralement succincts, plus diagnostiques qu'analytiques et ils ne couvrent qu'un éventail partiel de «thèmes susceptibles de donner lieu à des interrogations un peu englobantes». Daigle envisage pour sa part «un tableau assez complet» du Québec contemporain, qui «couvre l'ensemble de la période 1960-1992». Plusieurs contributions de son recueil relèvent alors du genre synthèse des connaissances acquises sur une grande question ou dimension du social. La valeur didactique de ces textes est indéniable et on n'en trouve pas l'équivalent dans l'autre ouvrage. Je range notamment dans cette catégorie l'exposé liminaire de Pierre Fréchette sur «les changements structurels de l'économie», ceux de Fournier/Lapierre-Adamcyk sur la croissance démographique, de Iain Gow sur l'administration publique, de Vincent Lemieux sur les partis politiques, ou encore celui de Sylvie Vincent sur les Autochtones. Ajoutons la bonne étude de Rocher lui-même sur la question linguistique, qui remplace avantageusement le propos un peu court de Michel Plourde au colloque de l'I.Q.R.C.

Les enseignants de sociologie soucieux d'aborder les questions classiques de classes sociales et de mouvements

sociaux ne seront encore servis que chez Daigle, le colloque de l'I.Q.R.C. étant plutôt axé sur le rapport de générations. Mais ce qu'on trouve sous le premier chef consiste surtout en analyses de statistiques de main-d'œuvre ou d'actifs de la haute finance, qui auraient été mieux à leur place dans la section «économie» que dans celle du «social». (Inversement, le texte sur le syndicalisme aurait dû être renvoyé à la section «politique», en compagnie des autres mouvements sociaux; de même, le bilan de Pierre Chenard et Mireille Lévesque sur «la démocratisation de l'enseignement» concerne directement «le social», pas «le culturel».) Mais la question des classes sociales, nous prévenait Dumont, est une «zone obscure», qui serait entièrement à repenser...

Sur les mouvements sociaux, on trouvera un bilan du «mouvement populaire et communautaire» (Paul R. Bélanger et Benoît Lévesque) qui pose la question d'un «nouveau modèle de développement», ainsi qu'un aperçu sur «le mouvement pour la paix et le mouvement vert» (Jean-Guy Vaillancourt), qui pourrait avoir sa place au cégep en raison de ses perspectives théoriques d'inspiration tourrainienne. Passons sur la question éculée avant d'avoir été correctement pensée des femmes, à laquelle Daigle attribue deux chapitres, sans compter les nombreuses contributions qui font du sexe une variable analytique majeure. Retenons plutôt ce qu'en écrit Simon Langlois : «les femmes deviennent de plus en plus inégales entre elles», à mesure qu'elles tendent à être égales aux hommes. Je renverrais toutefois les enseignants à la version I.Q.R.C. de cette analyse des inégalités, qui m'a paru avoir de meilleures qualités didactiques.

Renée B.-Dandurand a contribué aussi aux deux ouvrages; sous prétexte de famille, elle nous entretient ici d'un peu de tout : démographie, marché du travail, cycle de vie... — ce qui pourra plaire aux enseignants à la recherche de vues d'ensemble. Le texte de Louis Balthazar sur le nationalisme est insatisfaisant, en raison de sa perspective étroitement constitutionnelle, d'un manque de profondeur historique et de thèses contestables. Contrairement à ce qu'il en écrit, le nationalisme canadien-français d'avant 1960 avait un territoire organisé, celui des Églises diocésaines; et l'avènement d'un «État du Québec» ne s'explique pas

davantage par les «prises de consciences» que par le génie de Jean Lesage. Il s'explique avant tout par la montée de l'État keynésien. Comme le constatait abruptement Gérard Bélanger, la Révolution tranquille a été parachutée d'Ottawa. Antérieurement, selon la juste formule de Fernand Dumont, «l'État, c'était d'abord l'Église. Pourquoi en eût-il fallu un autre ?» (*Le sort de la culture*, 1987, p. 252). La question nationale aussi est une zone obscure, qui reste à repenser.

Le beau texte de Gary Caldwell sur la nécessité d'une stratégie culturelle pour le Québec anglais sera sans doute apprécié par le public étudiant concerné. Il n'en irait peut-être pas de même pour la non moins bonne étude de Raymond Lemieux sur la culture catholique : le propos est très valable pour la réflexion de pointe mais insuffisamment assuré pour être versé au compte du savoir acquis transmissible. Notons qu'il s'agit à nouveau d'une variante plus floue d'un texte déjà publié, dans *Sociologie et sociétés* (XXII, 2, 1990) cette fois.

Faute d'espace pour commenter les sept autres contributions, dont je n'aurais de toute façon rien de bien important à dire, je conclus. L'ouvrage est bien trop lourd pour servir de manuel au cégep ou au premier cycle universitaire. On n'y trouve rien qui corresponde à cette section des «Essais... de Dumont» consacrée à «l'interprétation du Québec». Il y manque des balises pour une lecture de la société globale et la répartition des textes en quatre grandes dimensions (économie et travail, social, culturel, politique) laisse à désirer. Les enseignants y trouveront néanmoins de la bonne nourriture à photocopieuse. Pour le reste, Daigle a raison : il s'agit d'un ouvrage de référence utile.

Nicole Gagnon
Université Laval